

LE CAPITAL EST UN COUT, NOTRE TRAVAIL A UN PRIX !

Pourquoi patronat, gouvernement, médias, pseudos spécialistes... parlent-ils toujours coût du travail et jamais coût du capital ?

Contrairement à ce qu'ils prônent, ce ne sont ni le coût du travail, ni la soi-disant rigidité du marché du travail qui plombent la compétitivité des entreprises mais la **rémunération du capital**.

**Par leur travail, les salariés créent la richesse des entreprises.
Nous devons donc nous battre pour une meilleure rémunération du travail.**

**Notre travail a un prix :
Augmenter les salaires, 1 € minimum de plus de l'heure !**

Les salariés de la société de nettoyage ISOR de l'hôpital de Perpignan ont gagné, grâce à leur lutte, à la solidarité et par la grève. Ils ont gagné **2%** d'augmentation de salaire !

Sur tout le département nous devons porter dans les NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) une revendication claire et simple pour arracher des augmentations de salaire, seule façon d'améliorer la vie des salariés : 1 € de plus de l'heure, c'est 150 € de plus par mois !

**S'ils ont réussi ici, on peut réussir ailleurs :
pour toutes et tous 1 € minimum de plus de l'heure !**

Ce qui va aux salariés :

Le salaire et les cotisations sociales (parts salarié et employeur), ce que les patrons appellent injustement les "charges". Le reste est réparti entre les impôts des entreprises, les investissements et les dividendes versés aux actionnaires. La part des dividendes dans la valeur ajoutée (différence entre le chiffre d'affaire et les consommations de toutes sortes nécessaires à la création de produits et services) est passée de 5 % en 1985 à 25 % en 2011, alors que la part des salaires dans les richesses créées est plus faible aujourd'hui qu'à la sortie de la guerre.



Il y a 30 ans, pour 100 euros de salaires, les entreprises versaient 7 euros de dividendes aux actionnaires. Aujourd'hui, elles leur versent 35 euros, soit 5 fois plus.

Le Medef utilise la crise pour imposer une régression **sociale généralisée**.

Ne nous laissons pas intoxiquer par des pseudos experts qui n'ont plus d'indépendance d'esprit et servent la pitance au capitalisme.

Le pacte de «responsabilité» de Hollande : c'est la France au service du patronat !

Oui, nous sommes dans une véritable lutte de classe. Le MEDEF et le gouvernement utilisent tous les moyens à leur service pour remettre en cause les acquis sociaux, acquis obtenus par des luttes exemplaires.

Pourquoi le Medef nous parle uniquement de compétitivité et de coût de travail exorbitant ?

Deux raisons évidentes :

- Pour continuer à augmenter les dividendes des actionnaires.
- Pour détruire la protection sociale et notamment la Sécurité Sociale car son budget est supérieur à celui de l'Etat et il intéresse les groupes financiers (assurances, banques...). Il faut savoir que les coûts de gestion de la Sécurité Sociale sont bien inférieurs à ceux des assurances.



Quand un assuré social cotise 100 € à la Sécurité Sociale, 4 € vont aux frais de gestion (salaires, immeubles, informatique....). Quand un assuré verse 100 € de cotisations à une compagnie d'assurance privée, 14 € partent en frais de gestion.

Des solutions existent.

Si on divise par deux les dividendes versés aux actionnaires, on libère 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, on crée de l'emploi, on finance la protection sociale, on diminue le déficit de l'Etat.

C'est un choix de société !

Pour sortir de la crise il est urgent et indispensable :

- D'augmenter les minimums sociaux et les retraites.
- De porter le SMIC à 1700 € brut.
- D'augmenter les salaires MAINTENANT ! 1 € minimum de plus de l'heure pour toutes et tous !

Le 6 février 2014
Grève, Débrayages et Rassemblement
À partir de 10h30.
Place de la Victoire (Castillet) Perpignan